

WESTAST SO NICHT!

Biel/Bienne, 4. Oktober 2019

Medieninfo

Kerngruppe debattiert im Dialograum

Heute fand die erste Westast-Sitzung im Dialograum am Seefels statt. Die Kerngruppe informierte sich über städtebauliche Fragen. Um die Arbeiten zu beschleunigen, verlangten die Westastkritiker drei Grundlagenberichte bis Mitte November. Damit kann endlich die inhaltliche Debatte vorangetrieben werden.

„Jetzt machen wir Nägel mit Köpfen!“, sagte Kerngruppenmitglied Catherine Duttweiler heute zur Eröffnung des neuen Sitzungsraums. Städtebauexperte Han van de Wetering hatte auf vielfachen Wunsch eine Auslegeordnung präsentiert. Sein Fazit: "Biel hat im Vergleich zu anderen Städten grosses Entwicklungspotenzial.“ Man habe 30 Jahre lang vieles vernachlässigt: „Man hat auf den Westast gewartet und die städtebauliche Planung ganz auf den Westast ausgerichtet.“ Dadurch seien viele Probleme liegen geblieben, es gebe dringenden Handlungsbedarf. Jetzt wird die Kerngruppe an ihrer nächsten Sitzung vom 7. November debattieren, wie man die brachliegenden Potenziale für die Stadt nutzt und welche neuen Lösungen möglich sind.

Für die erste Sitzung im Dialograum hatten die westastkritischen Organisationen auf eigene Initiative Unterlagen im Grossformat mitgebracht und aufgehängt: das Arbeitsprogramm in vier Schritten, die detaillierte Planung für Arbeitsschritt 1, das Statut, aber auch Pläne zur Einordnung der Bieler Verkehrsprobleme im nationalen Kontext. Die offiziellen Unterlagen des Bundesamtes für Strassen (Astra) zur aktuellen Nationalstrassenplanung und eine Übersicht der Verkehrsflüsse im Jahr 2018 legen offen, dass die Strassenbelastung in der Region Biel vergleichsweise gering ist.

„Bisher wurde der Dialogprozess gebremst, weil immer wieder dieselben Fragen aufgeworfen wurden“, sagt Catherine Duttweiler: "Dank der Visualisierung von Arbeitsgrundlagen und Entscheiden wollen wir dies in Zukunft vermeiden.“ Zudem sollen die laufenden Arbeiten auch für Aussenstehende nachvollziehbar werden. Die Kritiker hatten seit Frühling einen Dialograum verlangt, der schon bald auch für Schulen und interessierte Bürgerinnen und Bürger geöffnet wird. Ausserdem haben sie das jüngste Protokoll zurückgewiesen und durchgesetzt, dass wie schon mehrfach verlangt künftig kurze, aber präzise Beschlussprotokolle erstellt und auch veröffentlicht werden.

Zudem haben sie vorgeschlagen, dass bis Mitte November schriftliche Kurzanalysen zu den Themen Verkehr, Städtebau und Wirtschaft verfasst werden. Nachdem die vom Verkehrsexperten angefragten Büros erst nach zwei Monaten eine Offerte liefern werden, war der Terminplan gefährdet. Nun sollen bis Mitte November je maximal 20-seitige Standortbestimmungen vorliegen. Deren politische Bewertung und Interpretation werden die Kern- und die Dialoggruppe vornehmen - auch im Rahmen einer grossen Dialogveranstaltung vom 3. Dezember. Denn bislang wurden zu sehr Positionen verteidigt anstatt echt debattiert.

Umstritten bleibt die unausgewogene Budgetverteilung. Die Westastkritiker haben mehrfach davor gewarnt, dass für eine erste Standortbestimmung im Verkehrsbereich zu viel Geld ausgegeben werde und damit das Budget nicht ausreichen könnte. Dieses Traktandum wurde erneut vertagt.

Weitere Auskünfte für die Medien auf Deutsch:

Catherine Duttweiler, Sprecherin der westastkritischen Kerngruppenmitglieder
+41 79 370 13 26

WESTAST SO NICHT!

Communiqué de presse

L'équipe centrale se réunit pour la première fois dans la salle de dialogue !

Aujourd'hui, la première réunion de l'équipe centrale a eu lieu dans la salle de dialogue. Le groupe restreint s'est informé sur les questions de développement urbanistique. Afin d'accélérer le travail, les opposants à l'axe ouest ont exigé trois rapports de base à la mi-novembre. Cela permettra enfin de faire avancer le débat sur le contenu.

"Maintenant, nous nous ressaisissons", a déclaré Catherine Duttweiler aujourd'hui à l'ouverture de la nouvelle salle de dialogue. L'expert en urbanisme Han van de Wetering a présenté un ensemble de règles d'interprétation en réponse à de nombreuses demandes. Sa conclusion : "Par rapport à d'autres villes, Bienne a un grand potentiel de développement". Pendant 30 ans, beaucoup de choses ont été négligées : " L'axe ouest était attendu et l'urbanisme était entièrement orienté vers ce projet. De nombreux problèmes n'ont pas été résolus et il est urgent d'agir. Lors de sa prochaine réunion du 7 novembre, le groupe restreint débattrait maintenant de la manière d'utiliser le potentiel inexploité de la ville et des nouvelles solutions possibles.

De manière proactive, les organisations opposées à l'axe ouest avaient apporté et accroché de nombreux documents de grand format : le programme de travail en quatre étapes, la description détaillée de l'étape 1, le statut ainsi que des plans de la région comme par exemple : les documents officiels de l'Office fédéral des routes (OFROU) sur l'état actuel de la planification routière nationale et un aperçu des flux de trafic en 2018 qui montrent que la congestion routière dans la région de Bienne est relativement faible.

"Jusqu'à présent, le processus de dialogue a été ralenti parce que les mêmes questions ont été soulevées à maintes reprises", déclare Catherine Duttweiler : "Grâce à la visualisation des principes de travail et des documents déjà adoptés, nous voulons éviter cela dans le futur. En outre, les travaux en cours devraient également être compréhensibles pour les personnes de l'extérieur. Depuis le printemps, les opposants réclament une salle de dialogue qui serait également ouverte aux écoles et aux citoyens intéressés.

En outre, ils ont rejeté le dernier procès-verbal et exigé la rédaction et la publication d'un procès-verbal décisionnel court afin de ne pas perdre du temps avec de longues corrections fastidieuses. Cela avait déjà été demandé à plusieurs reprises.

Les organisations opposées au projet officiel ont également proposé que de brèves analyses écrites sur la mobilité, l'urbanisme et l'économie soient rédigées pour la mi-novembre. Comme les bureaux sollicités par l'expert en mobilité n'ont pas été en mesure de présenter une offre dans les deux mois, le calendrier était en péril. Mais grâce à cette décision, d'ici la mi-novembre, chacune des évaluations devrait être disponible contenant un maximum de 20 pages. Leur évaluation politique et leur interprétation seront effectuées par l'équipe centrale et le groupe de dialogue. – notamment lors du groupe de dialogue le 3 décembre. Parce que Jusqu'à présent, trop de positions ont été défendues au lieu d'être véritablement débattues.

La répartition déséquilibrée des budgets reste controversée. Les opposants à l'axe ouest ont encore averti que trop d'argent est dépensé pour une première évaluation de la situation dans le secteur des transports et que le budget pourrait donc ne pas être suffisant. Ce point de l'ordre du jour a de nouveau été reporté.

Plus d'informations pour les médias en français:
Mélanie Meier, Porte-parole de l'équipe centrale des opposants au projet définitif
+41 78 821 86 54